

Champs-sur-Marne
6 boulevard Archimède
77420 Champs-sur-Marne

Tél : 06.80.92.70.43
Mél : samir.sahiri@bureauveritas.com

N° affaire : 26602621/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

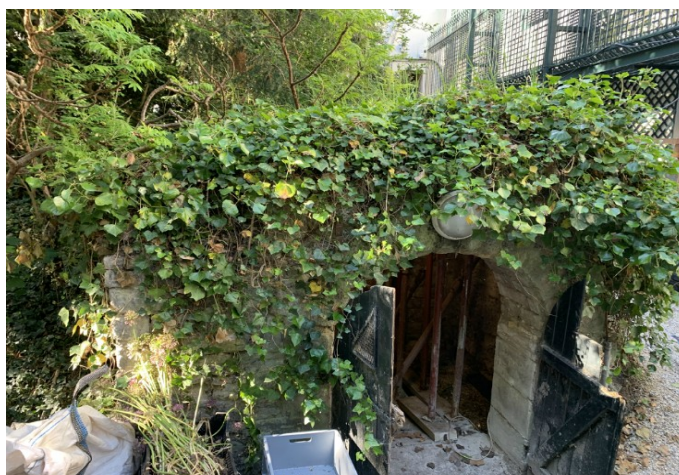
Opération :
Opération : **RESTAURATION DE LA GLACIERE**
57 RUE DE VARENNE
75007 PARIS

Destinataire :
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) – Services du
Premier ministre (SPM) – Direction des services
administratifs et financiers (DSAF)
THOMAS BERARDI


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
28/05/2025	Rev0	Création du document	Samir SAHIRI
23/06/2025	Rev1	Mise à jour PGC SPS	Samir SAHIRI 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	7
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	8
1.2. Présentation des intervenants	8
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	9
2.1. Principe des séquences d'interventions	9
2.2. Inspections Communes	9
2.3. PPSPS	9
2.3.1. Pénalités	10
2.4. Sous-traitance	10
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	10
2.4.2. Transmission du PGC	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	11
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	11
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	11
2.8. Protections individuelles	11
2.9. Modalité d'accueil des salariés	11
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	13
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	14
3.2.3. Circulations	14
3.2.4. Signalisation	15
3.2.5. Stationnements	15
3.2.6. Stockage	15
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	24
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	24
4.3.2. Déplacement de protection collective	24
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	25
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	25
4.4. Equipement de levage	25
4.4.1. Autorisation de survol	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	25
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	26

4.5.1. Approvisionnements et stockage	26
4.5.2. Travaux superposés	26
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	26
4.5.4. Protection contre le bruit	26
4.5.5. Protection contre l'incendie	26
4.5.6. Travaux en hauteur	27
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	27
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	27
4.6. Moyens communs	27
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	27
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	27
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	28
4.6.4. Protection des accès – Auvents	28
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	28
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	29
5.1. Stockages sur le chantier	29
5.2. Nettoyage	29
5.3. Enlèvement des déchets	29
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	29
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	30
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	30
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	31
6.1. Déclarations particulières	31
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	31
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	31
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	31
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	31
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	32
6.7. Cas particulier	32
7. ORGANISATION DES SECOURS	33
7.1. Téléphone de secours	33
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	33
7.3. Travail isolé	33
7.4. Procédure d'organisation des secours	33
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	33
7.6. Point de rencontre secours	34
7.7. Modèle de fiche de secours	35
ANNEXES AU P.G.C.	36

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des documents fournis par la maîtrise d'ouvrage.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux concernent la restauration de la glacière et assainissement du bâtiment voisin de l'Hôtel de Maignon, situé 57 rue de Varenne, Paris 7ème

Il s'agit d'un ouvrage spécifique et patrimonial, qui nécessitera des précautions et un traitement particulier lors de travaux de restauration.

Le fait qu'elle soit classée monument historique implique des contraintes et des procédures spéciales à respecter pour toute intervention sur cette glacière, afin de préserver son intégrité et son caractère patrimonial.



1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.

Mode de passation des marchés : lots séparés qui réaliseront les différents lots de travaux décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP.

Type de marchés : public

Les entreprises titulaires ont obligation de transmettre le présent Plan Général de Coordination à leurs sous-traitants ou travailleurs indépendants, et d'informer leurs sous traitants qu'ils sont soumis aux obligations du P.G.C.S.P.S.

RAPPEL : Après avoir été agréé par la Maîtrise d'Ouvrage, chaque sous-traitant a l'obligation de **prendre contact** avec le coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé SPS en vue de réaliser la visite d'inspection commune **avant son intervention** sur le chantier. À la suite de cette visite, le sous-traitant doit transmettre son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé **PPSPS** au coordonnateur SPS **avant le début de son intervention** sur le chantier.

L'analyse des risques indiquée dans le présent document n'est pas exhaustive, elle n'est donnée qu'à titre indicatif pour être complétée par l'entreprise suite à la visite d'inspection commune avec le CSPS et, après définition de leurs modes opératoires, par les différents lots titulaires ou sous traitants lors de la rédaction de

leur PPSPS.

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 novembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 8

Phasage des travaux:

Un planning prévisionnel a été transmis au C SPS et est joint dans le DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les Entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles permettant le respect des délais dans le respect du code du travail et des règles de sécurité. -Le planning fera apparaître les tâches à réaliser sur le chemin critique ; -Toutes les dispositions seront prises au niveau du lissage des tâches pour limiter la coactivité ; - Les tâches au dessus doivent se dérouler sans aucune intervention en superposition au dessous ; -Les entreprises sont informées qu'elles pourront avoir des interruptions dans le déroulement de leurs travaux pour éviter des phases de coactivité. -Les arrêts de poste de travail éventuel en cas de risques graves incombent comme retard à l'entreprise générant l'arrêt. Chaque mise à jour du planning sera transmise au coordonnateur SPS.

1.1.4. Démarche environnementale

Sensibiliser et former votre personnel à la gestion et au tri des déchets.

Tri sélectif et valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'oeuvre et du maître d'ouvrage pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en oeuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'oeuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer la gestion des déchets.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Les deux (02) lots de travaux qui composent le projet de restauration :

LOT N°1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER / MACONNERIE / GROS OEUVRE / VRD :

Installation de chantier

Réalisation du sondage archéo dans le puits

Etalements préalables glacière

Enlèvement arbres et végétaux

Curage / Démolitions

Terrassement

Injections et consolidation coupole / Remontage maçonnerie

Restauration des maçonneries intérieures et extérieures compris remontage

muret de soutènement
 Reprise de l'étanchéité de la glacière
 Reprise de l'étanchéité du pignon du 36B
 Pose drains par passes de la glacière et du pignon du 36B, et réfection réseau EP
 Remblaiement compris aménagements extérieurs
 Création seuil et emmarchement
 Passage fourreaux et reprise sol intérieur compris pose margelle en pierre
 Finitions

LOT N°2 - MENUISERIE / FERRONNERIE

Fabrication en atelier des portes
 Pose et scellements des portes sur site
 Dépose des éléments métalliques pour traitement en atelier
 Traitement et restauration des éléments métalliques en atelier
 Fabrication des éléments métalliques lacunaires
 Pose et scellements des éléments métalliques

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 12 personnes.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) – Services du Premier ministre (SPM) – Direction des services administratifs et financiers (DSAF)	57 Rue de Varenne 75007 PARIS	06 45 80 13 97 thomas.berardi@pm.gouv.fr	THOMAS BERARDI
Maîtrise d'œuvre	Eugène Architectes du Patrimoine	BAT C 10 CITE D'ANGOULEME 75011 PARIS	contact@eugenearchitectes.com	Charlotte HUBERT
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL- Unité de contrôle 5-6-7	Espace Pont de Flandre Artois Bat A 11 rue de Cambrai 75019 Paris	drieets-idf-ud75.uc15@drieets.gouv.fr	Contrôleur
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France CRAMIF	17-19 avenue de Flandre 75019 PARIS	prevention75.cramif@assurance-maladie.fr	Contrôleur Sécurité
OPPBTP	OPPBTP - Agence IDF	1 rue Heyrault 92100 Boulogne-Billancourt Cedex	iledefrance@oppbtp.fr	Conseiller Prévention

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Article L4744-5

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur SPS le plan particulier de sécurité et de protection de la santé PPSPS des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Conclusion analyse du plomb acido-soluble dans les poussières sur lingettes :

1. LING 1 : 208.0µg/m²
2. LING 2 : 315.0 µg/m²
3. LING 3 : 228.0 µg/m²

Valeur du seuil limite réglementaire selon l'arrêté du 12 mai 2009 : « L'objectif sera d'exposer les travailleurs au plus bas niveau qu'il est techniquement possible d'atteindre selon l'article R4412-69 du code du travail Lorsque l'application d'un système clos n'est pas réalisable, l'employeur fait en sorte que le niveau d'exposition des travailleurs soit réduit à un niveau aussi bas qu'il est techniquement possible »

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

-L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour protéger les accès et baliser le chantier.

-Un système de fléchage/signalétique sera mis en place pour indiquer l'accès au chantier.

L'objectif est d'éviter au maximum les perturbations et les gênes pour la circulation du personnel chargé de l'entretien et du jardinage du parc, où se déroulent les travaux.

-L'accès au chantier se fera par la rue Rue de Babylone 75007 Paris au 36 (36 Rue de Babylone, 75007 Paris)

-L'accès au chantier sera parfaitement signalé à l'ensemble des fournisseurs.

-L'accès se fera obligatoirement dans le sens de circulation.

-L'accès est interdit à toute personne étrangère au chantier.

-La circulation piétonne est routière est prioritaire sur celle du chantier.

Branchement provisoire d'eau et d'électricité du chantier sur les installations existantes.



3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

-Installation d'une **palissade** : clôture en palissade en bois de hauteur 3.00 m minimum au pourtour de la zone de stockage et de la zone de chantier. Cela permet de **sécuriser le périmètre du chantier et d'éviter tout accès non autorisé.**

Toutes les personnes qui accèdent au chantier ont obligation de porter au minimum les protections individuelles suivantes :

- Casque.
- Vêtements de travail devront porter le nom de la société
- Chaussures de sécurité
- Badge ou carte d'identification professionnelle BTP

3.2.2. Accès

Pour accéder au site, les entreprises doivent envoyer la liste des intervenants ainsi que les documents demandés, à savoir une copie de la pièce d'identité (CNI ou passeport) en haute définition et format JPEG, ainsi que la déclaration d'embauche (DUE ou DPAE) de chaque intervenant.

Cette documentation doit être fournie au préalable afin de permettre l'accréditation des intervenants et leur accès au site.

L'accès au chantier sera protégé (balisé) et tenue propre aux abords du chantier.

Les cheminements d'accès aux zones de travaux ainsi que les acheminements du matériel et des matériaux sur le site doivent être précisés dans le projet PIC joint au Dossier de Consultation des Entreprises DCE.

Ces éléments seront à voir lors de la première Visite d'Inspection Commune VIC avec les entreprises, en présence du Maître d'Ouvrage (MOA) et du Maître d'œuvre (MOe).

3.2.3. Circulations

-La circulation, le stationnement des véhicules personnel et d'entreprises sont interdits sur site **à l'exception des véhicules en cours de chargement ou déchargement.**

-Mise en place d'une signalisation à l'attention de tous les intervenants.

- Ne pas bloquer les accès de secours

« Balisées, sécurisées par des protections collectives et entretenues quotidiennement »

« Stockage interdit, même provisoire »

-Circulation piétonne à faire figurer à l'intérieur du chantier

-Eclairage suffisant de toute les voies de circulation à l'intérieur du chantier.

-Port du gilet haute visibilité impératif.

3.2.4. Signalisation

Mise en place de la signalisation réglementaire sur clôture (palissade) à savoir:

- « Chantier interdit au public »
- « port du casque obligatoire »
- « port des EPI obligatoire »
- « Attention travaux »
- « Accès chantier »

Liste indicative et non exhaustive.

3.2.5. Stationnements

Il n'y a pas de parking sur le chantier pour les véhicules des entreprises intervenantes.

Seuls les véhicules en train de charger ou de décharger des matériaux sont autorisés à stationner temporairement sur le site.

3.2.6. Stockage

Les aires de stockage des approvisionnements de chantier seront tenues en bon ordre permanent et organisé afin de respecter des directives suivantes :

- Les aires de stockage doivent être planes, parfaitement compactées et dégagées de tout obstacle.
- Plateforme de stockage stable aux charges.
- Les aires de stockage doivent être parfaitement balisées.
- Les stockages de matériaux doivent être organisés.
- Les stockages sur palette ne doivent pas être gerbés en hauteur.
- Les stockages de « produit dangereux et/ou inflammable » doivent être signalés au MOA, MOe , C SPS et interdits d'accès aux autres intervenants.
- Les autres intervenants devront respecter les informations concernant les produits stockés.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Des locaux sont mis à disposition des entreprises par la maîtrise d'ouvrage sur l'Hôtel de Castries (70-72-74 Rue de Varenne 75007 PARIS). Cette base-vie dédiée comporte des vestiaires, des douches, une séparation hommes/femmes, un réfectoire, etc.

L'entrepreneur titulaire du lot 01 sera chargé d'adapter et d'aménager ces locaux, d'en assurer l'entretien ainsi que l'approvisionnement en consommables pendant toute la durée des travaux. Ces locaux seront à visiter lors de la première Visite d'Inspection Commune VIC avec les entreprises.

L'entretien sera assuré quotidiennement pour toute la durée du chantier. La propreté et l'hygiène des installations de chantier sont toujours irréprochables.

Les caractéristiques de ces installations doivent répondre aux recommandations de la fiche n°27 de la CRAMIF.

Les dimensions des locaux doivent correspondre aux effectifs maximums en période de pointe.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise doit veiller à la bonne tenue du chantier et veiller à évacuer quotidiennement ses déchets et gravois du chantier et en particulier:

Déchets inertes;

Déchets industriels Banals (DIB);

Déchets industriels Spéciaux (DIS);

Les excédents de matériaux commandés;

Nettoyer ses postes de travail quotidiennement.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Entreprise du lot 01** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

L'entreprise du lot 01 soumettra avant son intervention le plan d'installation de chantier PIC au Maître d'Ouvrage, MOe et au coordonnateur SPS.

Ce plan affiché dans le bureau de chantier, fera clairement apparaître les éléments suivants :

Voies d'accès.

Emplacement des aires de stockage.

La signalisation intérieure et extérieure.

L'emplacement de la clôture (palissade).

Les cantonnements.

Le bureau de chantier.

L'emplacement des bennes à déchets.

Les zones de circulation et de déchargement.

Les zones de circulations piétonnes.

Le réseau d'alimentation électrique.

Le réseau d'alimentation en eau du chantier.
Le point de rassemblement des secours.

Liste indicative et non exhaustive.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Entreprise du lot 01** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Palissade	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Accès	Existants	MOA	Fin de chantier
Circulations	Existantes	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Signalisation	Entreprise du lot 01	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Stationnement	Stationnement temporaire véhicules de chantier (livraisons)	MOA	Fin de chantier
Stockage	Entreprise du lot 01 / voir projet PIC	Tous les CE	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Entreprise du lot 01	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Coffret électrique général			Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage			Fin de chantier
Cantonnement	MOA	Entreprise générale ou lot désigné	Fin de chantier
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	Les 2 lots	Les 2 lots	Fin de chantier
PIC	Entreprise du lot 01	Entreprise du lot 01	Fin de chantier
Protections collectives	Entreprise du lot 01	Entreprise générale ou lot désigné	Fin de chantier
Accès hauteur communs			Fin de chantier
Déchets - Gravats	Les 2 lots	Les 2 lots	Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Restauration		Travaux de Restauration	Manutention manuelle Inhalation poussières Inflammation, explosion Engins et matériels Eclairage Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Choc, coupure, piqûre Travail en hauteur Produits dangereux Travaux à point chaud Bruit, vibrations Réseaux Travail isolé Plomb	Mécanisation des manutentions Matériel équipé d'aspiration à la source Aucun stockage à l'intérieur de matériaux dangereux Conformité des engins et matériels. Formation et habilitation des salariés Éclairage complémentaire des postes de travail à prévoir Laisser en permanence les allées de circulation et issues de secours dégagées Travaux hors tension. Consignation des réseaux, habilitation du personnel Balisage des zones de travaux Port des EPI obligatoire Équipements conforme à la réglementation en vigueur, personnel formé et habilité Mise en commun de protections collectives Signaler, baliser et interdire l'accès aux zones pouvant exposer le public, les locataires et les ouvriers des autres entreprises aux risques Informer les différents intervenants de l'intervention programmée Ne pas s'exposer à ces risques en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données Respecter le port des EPI Privilégier les produit non dangereux Protection environnement, personnel. Extincteur Permis feu délivré par le donneur d'ordre Réduction du bruit à la source. Port des EPI

				<p>Mise hors service des réseaux présentant des risques Travail isolé interdit</p> <p>Prendre connaissances des repérages plomb avant travaux</p>
--	--	--	--	---

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Restauration

Travaux de Restauration

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	<p>Les entreprises prennent les mesures d'organisation appropriées ou utilisent les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.</p> <p>Les entreprises définissent, dans leur PPSSPS, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.</p> <p>Quel que soit le type de matériel de levage retenu, et préalablement à toute opération d'approvisionnement, les entreprises doivent mettre en place des dispositifs permettant d'acheminer les charges à leur point de destination sans que le personnel affecté à leur réception soit, à aucun moment, exposé à un risque de chute.</p>	Tous les lots sont concernés. Respecter les balisages en place. Maintenir en permanence les circulations propres et rangées.
Inhalation poussières	Les entreprises utilisent des matériels permettant de réduire les émissions de poussières par aspiration à la source (découpe, ponçage,...). Compléter ces dispositifs par la mise à disposition de masque anti-poussière. Pour le nettoyage du chantier il est demandé aux entreprises d'utiliser des aspirateurs industriels.	Mise à disposition de masques anti-poussière pour les salariés
Inflammation, explosion	Les entreprises ne peuvent stocker à l'intérieur des produits présentant des risques d'inflammation ou d'explosion. Lors de l'utilisation de ces produits assurer une bonne ventilation des locaux, compléter avec un dispositif spécifique si nécessaire.	Tous les lots sont concernés
Engins et matériels	Les entreprises utilisent des engins conformes à la réglementation, les conducteurs sont en possession de l'autorisation de conduite. Les engins et matériels sont à jour de leurs contrôles périodique et régulièrement entretenus. Pour les travaux intérieurs privilégier les équipements les moins polluants.	Respecter les balisages en places
Eclairage	Les entreprises devront avoir en permanence à disposition des éclairages complémentaires pour leurs postes de travail.	Tous les lots sont concernés
Déplacement de plain-pied	Les entreprises devront laisser en permanence les allées de circulations et les issues de secours libres. Aucun stockage dans ces zones.	Tous les lots sont concernés

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>Les travaux doivent être réalisés hors tension. S'assurer avant tout travaux de la mise hors tension des réseaux (PV de consignation, attestation de mise hors tension....).</p> <p>Si la mise hors tension n'est pas possible, les réseaux restant sous tension doivent être repérés, protégés... et le personnel doit être en possession des habilitations électriques adaptées aux travaux à réaliser.</p> <p>Le matériel électrique est conforme au normes en vigueur, en bon état et à jour de ses vérifications réglementaires et port des équipement de protection adaptés..</p>	Tous les lots sont concernés. Respecter la signalétique.
Chute d'objets, éclats	<p>L'entreprise doit assurer les protections de son personnel, des locataires et du public :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Un dispositif de filets permettant de recueillir ou de retenir la chute d'une personne -Un dispositif de garde-corps à la périphérie des bâtiments, installé à titre provisoire sur les couvertures non accessibles. <p>Au droit des zones de travail surplombant des zones possible d'activités, toutes protections seront prises afin d'éviter les chutes d'objets sur la chaussée.</p> <p>Au droit des zones de travail surplombant des zones possible d'activités, toutes protections seront prises afin d'éviter les chutes d'objets sur la chaussée.</p>	Respecter les balisages en place
Choc, coupure, piqûre	<p>Les salariés devront être équipés en permanence de casque et chaussure de sécurité et avoir tous les EPI complémentaires pouvant être nécessaire à la réalisation de leurs travaux (lunettes, gants, protections auditives.....)</p>	Tous les lots sont concernés
Travail en hauteur	<p>Les entreprises doivent utiliser des équipements conformes à la réglementation en vigueur et en bon état pour réaliser les travaux en hauteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - PIRL - Échafaudage avec du personnel formé et habilité au montage et à l'utilisation - Nacelle avec des conducteurs titulaires de l'autorisation de conduite. <p>Les travaux superposés sont interdits.</p> <p>Vérification régulière du matériel utilisé.</p> <p>Balisage des zones en dessous des travaux en prenant en compte la courbe de chute.</p> <p>Pas de superposition de tâches.</p> <p>Faciliter les opérations d'approvisionnements pour les entreprises via monte-charge</p> <p>Le travail à l'échelle ou à l'escabeau est interdit sur le chantier.</p> <p>Rappel: utilisations d'équipements</p>	<p>Tous les lots sont concernés</p> <p>Signaler, baliser et interdire l'accès aux zones pouvant exposer le public, les locataires et les ouvriers des autres entreprises aux risques</p> <p>Informers les différents intervenants de l'intervention programmée</p> <p>Utiliser les moyens les mieux adaptés aux travaux à exécuter</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>temporaires (protection collective)</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL)</p> <p>Ce sont des matériels légers et compacts en position repliée, conçus pour être manutentionnés et utilisés par un seul opérateur travaillant sur un plancher dont la hauteur maximale au dessus du sol est de 1,50 m.</p> <p>Les PIRL peuvent franchir les ouvertures et les escaliers.</p> <p>Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P93-353. Elles entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier.</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes (PIR)</p> <p>Les plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont des matériels destinés à être utilisés par un seul opérateur, pour des travaux accessibles à partir d'un plancher de travail situé à 2,50 m du sol au maximum. Elles sont qualifiées de «PIR portable» quand elles peuvent être manutentionnées par l'opérateur lui-même sans recours à un moyen de levage. Ce sont des matériels conçus pour les travaux de second oeuvre et les travaux de nettoyage et d'entretien. Leur conformité aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF P93-352. Ils entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier.</p> <p>Les échafaudages roulants: Pour les travaux de moindre envergure et de durée relativement courte en façade et parois verticales ou en plafond et ne nécessitant pas un accès permanent à l'ensemble de la zone de travail, les échafaudages roulants peuvent constituer une solution appropriée.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>La conformité de ces équipements aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité peut être évaluée en référence à la norme NF EN 1004. Ils entrent dans le champ de la marque NF Équipements de chantier qui constitue de plus un référentiel pour des matériels destinés à des hauteurs de travail plus importantes que celles envisagées par la norme NF EN 1004.</p> <p><i>-La mise en oeuvre d'une PEMP nécessite une équipe de 2 personnes a minima, l'une étant chargée de la surveillance au sol</i> <i>-Le personnel doit être titulaire d'une autorisation de conduite</i> <i>-Il est interdit de sortir de la nacelle</i></p>	
Produits dangereux	Recenser les produits dangereux utilisés. Transmettre une copie des Fiches de Données de Sécurité en annexe du PPSPS. Détailler les modes opératoires pour la mise en œuvre et le stockage de ces produit.	Pas d'intervention à proximité de zones utilisant des produits dangereux
Travaux à point chaud	<p>Protéger l'environnement du poste de travail, extincteur adapté en état, à proximité du poste de travail</p> <p>Faire établir un permis feu.</p> <p>Prévoir et tenir à proximité du poste de travail les moyens d'extinction approprié.</p> <p>Evacuation des déchets, rangement et nettoyage du chantier.</p> <p>Surveillance après travaux.</p> <p>Ventilation des locaux.</p> <p>Former le personnel à l'utilisation des moyens d'extinction.</p> <p>Interdiction de fumer sur site.</p>	Pas d'intervention à proximité des postes de travail par point chaud
Bruit, vibrations	<p>"Conformément à la réglementation en vigueur, chaque entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.</p> <p>Chaque entreprise doit donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, elle doit prévoir d'autres solutions d'insonorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction du bruit à la source, - encoffrement de la source, 	Tous les lots son concernés;Le personnel exposés aux bruits devra porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	- mise en place de suspensions anti-vibratiles, - éloignement des matériels bruyants. le personnel d'exécution exposé aux bruits doit porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit)."	
Réseaux	Les entreprises prennent connaissances de l'ensemble des réseaux existants en service. Elles demandent la mise hors service des réseaux présentant des risques par rapport aux travaux à réaliser. Les réseaux restant en service sont repérés et signalés.	Ne pas intervenir sur les réseaux en services
Travail isolé	Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne peuvent être secouru à bref délai.	Tous les lots sont concernés
Plomb	Les entreprises interviennent conformément à leurs modes opératoires relatifs aux risques liés au plomb, en application de l'Article R4412-156 du Code du travail. Chaque entreprise devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de plomb lors de l'exécution de travaux de grattage, ponçage, démolition, etc.	Respecter les balisages en place. Prendre connaissances des repérages plomb avant travaux

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

L'entreprise titulaire du lot 01 est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives en périphérie de toutes les zones présentant un risque de chute de hauteur pendant toute la durée du chantier. Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

Ces protections collectives devront être conformes à la réglementation en vigueur et démontables pour permettre leur dépose / repose lors d'approvisionnement des matériaux.

Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence de l'entreprise pour la mise en place de protections collectives pour son propre personnel et pour les autres intervenants, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait en résulter sera également à la charge de l'entreprise défaillante.

est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence de l'entreprise pour la mise en place de protections collectives pour son propre personnel et pour les autres intervenants, le maître d'œuvre fera poser ces protections collectives par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

L'arrêt des travaux qui pourrait en résulter sera également à la charge de l'entreprise défaillante.

qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le

nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les mesures suivantes doivent être appliquées :

- Intégrer les fiches de sécurité (FDS) au PPSPS ;
- Informier et former le personnel aux risques encourus ;
- Porter les EPI adaptées aux risques indiqués dans les FDS;
- Limiter au maximum les quantités de produits présentes lors de chaque opération ;
- Réduire au minimum le nombre de travailleurs exposés, attention à ne pas créer des situations d'accident par la présence de travailleur isolé ;
- Réduire au minimum la durée et l'intensité de l'exposition: dans le cas où l'employeur ne peut pas éviter l'utilisation d'un agent chimique dangereux ou d'un produit cancérigène, mutagène, toxique pour la reproduction ;
- Mettre à disposition des installations sanitaires pour l'hygiène personnelle ;
- Les travailleurs ne doivent ni boire, ni manger, ni fumer dans les zones où il y a un risque d'exposition à des ACD ou des CMR ;
- Mettre en place des mesures en cas d'urgence ;
- Le nettoyage des locaux doit être adapté aux produits présents.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risque devront être signalées.

Respect des consignes.

Préalablement à une intervention par point chaud, chaque entreprise concernée préalablement à son intervention mettre en place la réglementation permis de feu.

Faire respecter la règle du permis feu.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de manutention et de chantier sera assurée par du personnel qualifié et habilité, titulaire d'autorisation de conduite.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise devra acheminer ses déchets jusqu'au moyen d'enlèvement mis à disposition et respecter les règles de tri.

Chaque jour, les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de tous gravats ou déchets. Les déchets devront être déposés dans la benne.

L'entreprise titulaire du lot 01 mettra à disposition de l'ensemble des entreprises, pour toute la durée du chantier, un moyen efficace d'enlèvement des déchets et gravois (bennes).

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise titulaire du lot 01 est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - NC
- Demandes d'arrêtés - NC
- Autorisations concessionnaires - NC

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

NC

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter la gêne du personnel de jardinage et d'entretien du parc.

-Interdire le chantier au public.

-Tenir le chantier en bon ordre de propreté.

-Balisage et protection des zones de travail.

Dispositions à prendre contre les risques exportés :

- Veiller à la bonne mise en place des protections collectives ;
- Balisage et interdire la zone de travaux ;
- Travailler en vase clos ;
- Signaler les risques par la mise en place de pictogramme.

Dispositions à prendre contre les risques importés :

- Ne pas s'exposer en respectant les périmètres de sécurité et les consignes données.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

S.O.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

S.O.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

Les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Permis de feu obligatoire à établir par le donneur d'ordre (commanditaire des travaux).

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

En cas d'accident :

- les secours sont appelés immédiatement.
- L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail, l'OPPBTP et le coordonnateur SPS.

Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.

Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

PROCEDURE D'APPEL : (A afficher dans le bureau de chantier et joindre à chaque PPSPS)

1. Ici chantier

A (commune arrondissement).....

N°..... Rue.....

En face de

Téléphone du chantier.....

2. Précisez la nature de l'accident

3. Signaler le nombre de blessés et leur état

4. Décrivez l'intervention du secouriste

5. Fixez un point de rendez-vous

6. Faites répéter le message

Respecter la procédure en cas d'urgence (accident / incendie) définie par le service de sécurité du Parc.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le point de rassemblement à indiquer sur le PIC.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : RESTAURATION DE LA GLACIERE

Adresse : 57 RUE DE VARENNE 75007 PARIS

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le point de rassemblement à indiquer sur le PIC.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_SCALP
- Annexe_Presence_Plomb